

Souvenirs de Denis de Rougemont sur le congrès de La Haye (Genève, mai 1968)

Légende: En mai 1968, à l'occasion du trentième anniversaire du congrès européen de La Haye, Denis de Rougemont confie au mensuel Communauté européenne ses souvenirs en ce qui concerne la préparation et le déroulement de cette manifestation militante à laquelle il a pris part en qualité de rapporteur de la commission culturelle.

Source: Communauté européenne. Mai 1968, n° 118. Paris.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL: http://www.cvce.eu/obj/souvenirs_de_denis_de_rougemont_sur_le_congres_de_la_haye_geneve_mai_1968-fr-7eb6991f-2c62-42e4-8e81-2b3801aeb548.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

La Haye, 7 mai 1948. Lorsque tout commençait

Tout comme il y eut une « campagne des banquets » qui prépara la Révolution de 1848, la révolution européenne, cent ans plus tard, est sortie d'une campagne de congrès échelonnés de 1947 à 1949. Ils ont à la fois manifesté et fomenté l'état d'esprit et les tendances maîtresses d'un mouvement multiforme, hétérogène, étrangement inefficace dans sa tactique et simpliste dans sa stratégie, mais auquel le Conseil de l'Europe doit d'exister, et les Communautés des « Six » d'avoir pu prendre forme dans l'imagination de nombreux économistes et d'avoir été acceptées par l'opinion, donc par les parlements et les gouvernements qui en dépendaient alors dans nos pays.

Des historiens pourront soutenir que tous ces congrès n'ont rien fait, et en effet, il est normal que des congrès ne fassent rien, ce n'est pas ce que l'on attend d'eux, en général. Les gens d'une même profession y viennent pour s'ennuyer durant les séances et s'amuser d'autant mieux après. Mais une sorte de passion très singulière, qui n'existe plus aujourd'hui, était le seul mobile qui rassemblait les militants européens, et elle leur faisait préférer aux réceptions ou à l'Opéra le travail nocturne des commissions. C'est elle qu'il s'agirait de rendre sensible si l'on voulait décrire la réalité psychologique et historique de la campagne des congrès et rendre justice à l'action qu'elle a exercée.

La période des congrès s'ouvre en août 1947, à Montreux, et se termine en décembre 1949, à Lausanne. Son histoire n'est pas encore écrite, et il faut craindre qu'elle ne puisse l'être que d'une manière insuffisante ou fautive, si l'on ne s'y met sans retard.

Petite contribution à cette grande tâche, voici quelques pages sur le congrès de La Haye. Très incomplètes, délibérément subjectives, elles n'ont pas d'autre ambition que de faire revivre un peu de la fraîcheur créatrice qui animait l'entreprise et l'eût peut-être fait réussir par surprise, si les calculs d'une prudence « réaliste » ne s'y étaient mis comme le ver dans le fruit. Oui, c'est la naïveté de quelques fédéralistes qui a presque « fait l'Europe » en 1948, et c'est l'habileté politicienne, embrassant notre cause comme pour mieux l'étouffer, qui a ramené toutes choses au niveau du « possible » où l'on peut être sûr qu'il n'y aura pas de miracle.

Une convergence mémorable

Avant La Haye 1948, il y avait eu Montreux 1947. Mais à l'arrière-plan de ce premier congrès fédéraliste, il y avait eu toute une histoire assez complexe, dont je voudrais rappeler trois événements majeurs : par une curieuse coïncidence dans l'espace, mais aussi dans le temps, ils eurent lieu tous trois en Suisse, et à la fin de l'été 1946.

Il y avait eu d'abord, fin août, à Hertenstein près de Lucerne, un colloque qui groupait sous l'égide du mouvement suisse Europa Union (fondé en 1925) des représentants des groupes fédéralistes de France, d'Italie, de Belgique, de Hollande, du Danemark et de la Grande-Bretagne, mais aussi de l'Allemagne, de l'Autriche et de plusieurs pays de l'Est. De ce colloque allait sortir l'Union européenne des fédéralistes, qui convoquerait le congrès de Montreux, après deux réunions constitutives à Luxembourg (octobre 1946) et Amsterdam (avril 1947).

Mais derrière Hertenstein, il y avait, tout proches, les mouvements de résistance à Hitler et aux nationalismes totalitaires : c'étaient eux qui prolongeaient leur élan dans cette volonté d'action européenne. Et plusieurs de leurs chefs se retrouvaient à Montreux, italiens et allemands, français, beneluxiens.

Enfin, derrière la pensée de la plupart des Résistants, une source commune : le mouvement personnaliste, constitué d'abord à Paris dès l'année 1932 (autour d'Esprit et de l'Ordre nouveau) et qui avait essaimé dans le reste de l'Europe, y compris l'Allemagne (groupe des « Gegner » avec Harro Schulze-Boysen), mais non pas l'Italie où le fédéralisme apparut d'une manière autonome dans les camps des îles Lipari (Manifeste de Ventotene, 1942, et revue *L'Unità europea*). Cette composante personnaliste-résistante était représentée à Montreux par des hommes comme Robert Aron et Alexandre Marc (qui avaient été, comme moi, de l'Ordre nouveau et d'Esprit), par Eugen Kogon, et par Henri Brugmans, qui a dit ce qu'il devait à Mounier et à Dandieu, notamment.

Il y avait eu ensuite, du 1er au 12 septembre 1946, à Genève, les premières Rencontres internationales. En dehors de toute préoccupation politique au sens étroit du terme, elles avaient posé d'une manière mémorable le problème de l'Esprit européen dans le monde bouleversé de l'après-guerre. Julien Benda, Georges Bernanos, Francisco Flora, Jean Guéhenno, Karl Jaspers, Georges Lukacs, J. R. de Salis, Stephen Spender et moi-même nous étions attachés à définir en neuf conférences, suivies de débats publics, la conscience que l'Europe prenait de son destin et des valeurs de sa culture mise au défi par les ambitions (apparemment) contradictoires des deux « Grands ». Appuyé notamment par Jaspers, j'avais préconisé une formule fédérale d'union politique de l'Europe. Avec Jean Guéhenno, un peu sceptique, Stephen Spender et quelques autres, nous avons même tenté d'élaborer une sorte de Charte fédérative, dont, hélas, j'ai perdu les brouillons, rédigés au café Landolt par Maurice Druon. Ces Rencontres avaient alerté l'attention d'une large élite sur le problème européen. Elles avaient contribué à créer un climat favorable et presque une mode intellectuelle.

Il y avait eu enfin, quelques jours plus tard à Zurich, le 16 septembre exactement, le discours de Winston Churchill, proposant, avec une prudente hardiesse, de construire « une sorte d'États-Unis d'Europe », dont il retirait, mine de rien, la Grande-Bretagne et les Soviets, bienveillants témoins d'un mariage de raison entre la France et l'Allemagne. Churchill avait fondé tôt après le *United Europe Movement*, que son gendre Duncan Sandys représentait à Montreux.

Avec tout cela venait converger une quatrième composante : il y avait eu à Londres, entre les chefs des gouvernements en exil de la Belgique, de la Hollande, de la Pologne, des États baltes, des États successeurs de la Double Monarchie et de la Grèce, des contacts réguliers, des études préparant des projets communs, et même certains accords, officiellement signés, tendant à une future union de l'Europe. La cheville ouvrière de cette action discrète avait été le Dr Retinger, bras droit du général Sikorski, chef du gouvernement polonais. A 56 ans, il avait été parachuté en Pologne occupée, et il en gardait une bizarre claudication. Il avait fondé avec Paul van Zeeland, au lendemain de la guerre, la Ligue européenne de coopération économique, au nom de laquelle il était venu à Montreux.

Je devais découvrir tout cela, par bribes, au cours de ce congrès et des mois qui le suivirent, mais je ne m'en forme qu'aujourd'hui un tableau clair, aux grandes lignes bien marquées. J'avais plongé dans un milieu nouveau dont j'éprouvais l'étrangeté, la tonicité, la consistance, les courants imprévus et le dynamisme neuf. En cet automne d'il y a vingt ans, je n'étais guère préoccupé de connaître les origines si complexes d'une organisation dont je n'étais pas encore membre régulier, et d'un mouvement au sein duquel j'entrevois surtout des possibilités d'action à développer d'urgence.

J'ai parlé ailleurs de Montreux, qui vit la convergence mémorable des forces que l'on vient d'identifier. Ce congrès de l'Union européenne des fédéralistes, que j'introduisis par un discours sur « l'attitude fédéraliste », fut mon premier contact avec le grand mouvement que je n'avais cessé d'imaginer durant mes six années d'exil américain. Relisant aujourd'hui le compte rendu de cette manifestation de militants, j'y retrouve définis le cadre et les objectifs de toute l'action ultérieure : « L'Europe unie dans un monde uni », organisée selon le mode fédéral pour sauver les autonomies et les diversités valables, non pas pour les réduire à l'uniformité. La volonté de réunir tous les peuples européens, ceux de l'Est compris, est affirmée comme seul moyen de prévenir le péril de la colonisation par un parti ou par une monnaie. Le mythe du choix fatal et du partage du monde entre les Deux Grands, le mythe des souverainetés nationales absolues, sont dénoncés et vidés de leur contenu terroriste, de même que les fausses oppositions entre liberté et planification, attachement à la patrie et universalisme, autorité fédérale et autonomie locale. Enfin, un remarquable rapport de Daniel Serruys propose les étapes suivantes pour l'organisation économique du continent : l'union douanière doit être l'expression finale d'une union économique, c'est-à-dire d'un plan commun de production; la franchise totale des échanges devrait être obtenue par des abaissements de droits échelonnés sur dix à quinze ans ; « un plan Monnet européen est nécessaire », non seulement pour l'équilibre des productions française et allemande (charbonnières et métallurgiques), mais pour la production de l'union entière; la mise en commun des ressources d'énergies des marées et d'énergie atomique; enfin, le règlement du « problème agricole de l'Europe » étudié sous l'angle d'une union régionale sera « sans cesse confronté avec le devenir de l'économie mondiale ». Il faut avouer que, depuis lors, on n'a pas ajouté grand-chose à ce programme, on lui a plutôt soustrait quelques points essentiels, la politique économique par exemple.

De Montreux à La Haye

Dans la perspective historique qui commence à se dégager après vingt ans, le congrès de Montreux ne paraît tenir une place décisive et centrale : c'est là que s'opéra la rencontre de la plupart des courants européens, jusqu'alors étrangers les uns aux autres; et c'est là que naquit l'idée d'un rassemblement de ces forces en une démonstration spectaculaire, celle qui devait se réaliser quelques mois plus tard à La Haye.

L'UEF avait conçu à Montreux le projet de convoquer des États-généraux de l'Europe, dont elle attendait la naissance d'une vie politique fédérale, et la formation du noyau d'un gouvernement européen. Mais le « Comité de liaison des mouvements pour l'Europe unie », formé à Paris le 11 novembre 1947, par des délégués du mouvement anglais de Churchill, de son homologue français (Paul Reynaud et Dautry), de la Ligue économique (F. van Zeeland et D. Serruys) et de l'UEF (Brugmans, Silva, Voisin), se trouvait dominé à trois contre un par les « unionistes » (ou minimalistes), et dans sa séance du 14 décembre, il fixa comme objectifs au congrès de La Haye :

- 1° de démontrer d'une manière frappante la puissance et l'ampleur des appuis déjà acquis par l'idée européenne;
- 2° de fournir un matériel de discussions, de propagande et d'études techniques;
- 3° d'imprimer un nouvel et puissant élan à la propagande européenne dans tous nos pays.

On mesure la différence de niveau entre les ambitions fédéralistes et les objectifs unionistes. Dira-t-on que le Comité de liaison se rapprochait du « possible », c'est-à-dire de ce que l'on prévoyait que les partis politiques et leurs chefs admettraient ? Ce serait avouer que les fédéralistes avaient renoncé du même coup à créer du possible, ce qui est l'acte essentiel de toute révolution politique ou spirituelle. Je pense plutôt que l'UEF gardait encore bon espoir de faire du congrès de La Haye quelque chose de plus qu'un congrès...

Lorsque Duncan Sandys, en janvier 1948, puis Joseph Retinger, le 25 février, vinrent me voir à Genève et à Ferney pour me demander de m'engager à fond dans le mouvement (je leur promis d'y consacrer deux ans de ma vie, et m'y voici toujours, après vingt ans), je posai les conditions suivantes à ma prise en charge de la partie culturelle du congrès projeté :

- 1° La Commission culturelle, loin d'être une simple adjonction ornementale aux commissions « sérieuses » (la politique et l'économique), assumerait le rôle décisif de dire le sens de toute l'entreprise et des suites qu'on en attendait.
- 2° Afin de prouver qu'il partageait cette vue, le Comité de liaison chargerait la commission culturelle de rédiger le Préambule définissant les buts à long et à court terme du congrès et des mouvements qui le prolongeraient par une action commune.
- 3° Ce Préambule devait contribuer aussi à codifier la terminologie des Résolutions; il importait donc que son contenu, élaboré par la section culturelle, fut discuté avant le Congrès par les animateurs des sections politique et économique.

Retinger me donna son accord et se fit fort d'obtenir celui du Comité de liaison et des Mouvements.

Dès la fin de février, j'avais reçu des promesses de collaboration d'une cinquantaine de philosophes, savants, écrivains et éducateurs, auxquels j'avais soumis une première esquisse du rapport qui devait faire l'objet des débats de la section culturelle, à La Haye : ainsi, Nicolas Berdiaev, Étienne Gilson, Jules Romains, Ignazio Silone, des évêques, des académiciens, des dirigeants syndicalistes, des ministres de l'Éducation (anciens ou en exercice). T. S. Eliot m'écrivait : « I feel that at the present time, one ought to do what one can to support a movement of this kind, however desperate the attempt ». Et Salvador de Madariaga : « Je consacrerai volontiers (à la commission) un temps qui, à dire vrai, me manque ».

Retinger m'avait appuyé fort habilement. Il m'écrivait le 29 mars (avec « copie à quelques-uns de nos collègues ») une lettre qui donnait au Préambule sa pleine valeur, telle que je l'avais souhaitée.

« Je suis d'avis que cette déclaration doit fournir le point de départ de notre action commune après le congrès et doit devenir le manifeste de tout le Mouvement européen. Nous devons tenter de réunir des millions de signatures d'Européens, et de créer de la sorte un puissant mouvement populaire... Cela ne manquerait pas d'exercer une pression supplémentaire sur les gouvernements timides et récalcitrants.

Le lancement d'un tel manifeste doit constituer l'un des objectifs principaux et immédiats du congrès et de notre mouvement. Le fait de recueillir des signatures doit, maintenir nos idées constamment actives dans les masses. Chaque meeting organisé par un de nos groupes affiliés devra se terminer par une collecte de signatures (et peut-être de quelques sous, donnés par chaque signataire, pour faire marcher la campagne) ».

Lors du comité du 8 avril, à Paris, il fut décidé subitement que « le texte appelé jusqu'à ce jour Préambule » constituerait un Message aux Européens à faire approuver par acclamations et serait donc lu à la séance de clôture. Des représentants des trois sections l'examineraient avant le congrès « pour assurer l'homogénéité nécessaire des rapports des trois commissions ». C'était ce à quoi je tenais par-dessus tout.

Le congrès de La Haye (7 au 11 mai 1948)

Extrait de mon journal

Cette architecture de grandes poutres, chevrons et traverses sculptés, soutenant un toit immense, tout là-haut, j'ai rêvé un instant qu'enfants, nous sautions d'une poutre à l'autre, sans regarder l'abîme sous nos pas... Vertige rapide. J'abaisse mes regards le long des parois blanches et nues, jusqu'à cette rangée d'écussons aux lions couchés trois par trois. Plus bas, des tapis suspendus. Au-dessus de nous, un large dais carré, tendu de soie rouge et or. J'appuie ma tête contre les plis d'un lourd rideau de velours pourpre. Qui sont ces gens autour de moi, dont les visages s'illuminent dans le faisceau des projecteurs de cinéma ? Je suis assis sur la tribune, derrière deux rangs de dos et de nuques fascinantes qui dépassent le dossier des fauteuils. Cette nuque très large et rouge, c'est Ramadier ; cette nuque placide et blonde, c'est van Zeeland ; et cette absence de nuque, c'est Paul Reynaud. Une nuque blanche et gonflée au-dessus du col d'une redingote victorienne, Winston Churchill. À ma gauche, à ma droite, quelques profils d'amis, ce jeune ancien ministre socialiste hollandais, ce jeune ancien ministre conservateur anglais, les yeux bridés de Coudenhove, le sourire voltairien de Lord Layton, un homme en noir qui porte une longue chaîne en sautoir... Où suis-je ? A quelle époque ? Dans un rêve ? Que se passe-t-il ?

Churchill, tout près de moi, parle dans un micro, et la voix me revient de la salle : « The task before us, at this congress, is not only to raise the voice of Europe as a united home... We must here and now resolve that a European Assembly shall be constituted... »

Oui, c'est un rêve, devenu réalité, et que je faisais depuis vingt ans.

Devant nous, tout autour de nous, dans cette grande Salle des Chevaliers, qui est celle d'un très vieux Parlement, mille personnes, mille Européens. Je reconnais dans la foule quelques têtes, la moustache d'Antony Eden, la face concave de Daladier, le profil du chapelier fou d'Alice in Wonderland (ce ne peut être que Bertrand Russell), le crâne poli de Prieto, les boucles blanches de William Rappard, un Anglais plus anglais que nature : Charles Morgan, un archevêque qui représente le Vatican, un Lord Bishop qui représente Canterbury, des députés socialistes anglais, un joyeux anarchiste italien, des ministres allemands aux lunettes sans bord... Mais pourquoi cet immense applaudissement ? « L'Europe, vient de dire quelqu'un dans le micro, c'est la civilisation des non-conformistes ! » Je regarde le texte qu'on m'a remis. « L'Europe, c'est la terre des hommes continuellement en lutte avec eux-mêmes, c'est le lieu où aucune certitude n'est acceptée comme vérité si elle n'est continuellement découverte. D'autres continents se vantent de leur efficacité, mais c'est le climat européen seul qui rend la vie dangereuse, aventureuse, magnifique et tragique — et, par là, digne d'être vécue » (C'est mon ami Brugmans, travailliste hollandais, qui parle ainsi

devant douze anciens présidents du conseil, soixante ministres et anciens ministres, deux cents députés aux Parlements européens, et six cents autres délégués venus de vingt-cinq pays... Mais je me dis qu'en effet, malgré tout, notre congrès est doublement non-conformiste, puisqu'il a su rallier pour une œuvre commune les conformistes et les non-conformistes...).

Dès le 8 mai, les congressistes se répartirent en trois sections. Je ne pus en suivre qu'une, celle dont j'avais la charge.

Les débats sur mon rapport (création d'un Centre européen de la Culture et d'une Charte des droits de l'homme) se déroulèrent dans l'habituelle confusion des congrès. Finalement, tout le contenu positif du rapport passera dans la résolution votée à l'unanimité : Centre culturel, Charte des droits de l'homme et Cour suprême, « instance supérieure aux États à laquelle puissent en appeler personnes et collectivités ». Tout cela verra le jour à partir de 1950, en application des résolutions de La Haye.

Mais si le fédéralisme réussit à influencer le langage des rapports et des résolutions, il ne triompha que dans les textes. L'unionisme, doctrine (ou refus de doctrine) de ceux qui espéraient faire l'Europe sans casser des œufs, resta seul maître d'exploiter les conséquences de l'éclatante manifestation de La Haye. D'une part, ses tenants surent empêcher que le congrès ne se prolongeât en un vaste mouvement populaire, d'autre part, les fédéralistes ne surent pas imposer leur tactique : ils se laissèrent bernier par des promesses de « résultats modestes, mais concrets ».

Les fédéralistes, je l'ai montré, espéraient que les États généraux donneraient naissance — mais comment ? — à un noyau de gouvernement européen, dont on ne décrivait pas les compétences. Churchill avait parlé d'un « Council of Europe » dont on ne savait pas bien s'il était plus et mieux qu'une Alliance de souverainetés nationales absolues. Le rapport politique (d'inspiration unioniste) proposait un Conseil extraordinaire pourvu d'un secrétariat permanent, et une Assemblée délibérante nommée par les Parlements. Mais la résolution politique (votée aussi par les fédéralistes) ne parlait que d'une Assemblée « élue, dans leur sein ou au dehors, par les Parlements ». Enfin, le message aux Européens revendiquait « une Assemblée... où soient représentées les forces vives de toutes nos nations », thèse des fédéralistes intégraux. En fait, le Mouvement européen, constitué par les six organisations réunies à La Haye, aboutit très rapidement à un « résultat modeste mais concret » : la création en neuf mois d'un Conseil de l'Europe, privé de tous pouvoirs et doté d'une Assemblée purement consultative, formée de députés nommés par les parlements nationaux.

Dès ce moment, la teneur en fédéralisme non seulement des réalisations obtenues mais des exigences même du Mouvement va décroître d'année en année. On sait cela, mais ce qu'on ignore, c'est l'incident minime et décisif qui devait couper les ailes à tout espoir d'action « révolutionnaire » du mouvement.

Le message aux Européens, après avoir été discuté pendant deux mois, et mis au point par le Comité de liaison à la veille même du congrès, avait été imprimé en haut d'un long rouleau de fort papier parcheminé : il était entendu qu'à la fin de la séance de clôture, où je lirais le texte, tous les congressistes, Churchill en tête, signeraient le document, lequel circulerait ensuite dans toute l'Europe pour récolter des millions de signatures et devenir l'instrument d'une puissante campagne d'agitation européiste.

Or, tandis que je donnais dans les couloirs une interview à la radio, dix minutes avant l'heure fixée pour la séance de clôture, on vint me chercher : Duncan Sandys désirait me voir d'urgence dans la Salle des Chevaliers où la séance plénière de la section économique prenait fin. Je vis Churchill debout devant le micro, les mains sur les revers de sa redingote. Par moment, un orage déchaîné faisait baisser et s'éteindre pour quelques secondes toutes les lumières. Au fond de la salle, près de l'entrée principale, je trouvai Duncan et son beau-frère Randolph Churchill, lequel me dit : « Vous souhaitez, je pense, l'unanimité du congrès sur le texte d'engagement qui termine votre message. Or je connais trente délégués au moins qui s'y opposeront, à cause de la phrase : « Nous voulons une défense commune ». Sandys ajouta : « Cette phrase n'a pas été discutée par le congrès. I am sorry, but we must forget about the Message ».

Mon interviewer, Alec Plaut, m'avait suivi, le micro à la main, traînant des fils. Je lui fis signe, et parlant devant le micro, je répétais ce qu'on venait de dire, et je conclus : « O.K. ! Lors du prochain congrès

européen, Staline, qui est plus fort que vous, enverra cinquante délégués ! Et l'Europe ne se fera pas ! » J'avais un peu crié, je crois. Des huissiers nous prièrent de sortir. J'envoyai quérir Retinger et Paul van Zeeland, qui étaient à la tribune. Dans une petite salle près de l'entrée, nous nous assîmes à six ou sept, et après dix minutes d'un débat virulent, Paul van Zeeland, qui devait présider la séance de clôture du congrès, fit accepter un compromis : je lirais le Message, mais j'omettrais la petite phrase incriminée. Cela semblait raisonnable et bénin. Cela signifiait en réalité qu'on ne pourrait plus faire signer le Message déjà imprimé, puisque la petite phrase y figurait.

J'étais encore très pâle, paraît-il, quand van Zeeland me donna la parole pour présenter le message aux Européens. Au moment où, marquant un temps, j'allais passer à l'engagement final en cinq articles, Sandys fit un signe impérieux de la main afin que personne ne se lève dans la salle. J'eus une faible revanche (mais seulement d'amour-propre), pendant que le sénateur Kerstens lisait le Message en anglais : j'avais repris ma place à la tribune, juste derrière Churchill, qui faisait basculer son fauteuil, et je l'entendais dire à haute voix : « But why ! we should stand up at that ! We should all stand up ! ». Personne ne bougea cependant. Et le congrès prit fin dans l'enthousiasme, mais il venait de tuer en germe tout espoir d'une campagne populaire élargissant son retentissement dans l'Europe entière.

Denis de Rougemont